

25 AVRIL

Directeur : Alain ALCOUFFE

A quoi sert le Parlement ?

Au moment où les étudiants se battaient dans la rue, les partis de l'opposition ont envoyé une délégation parlementaire pour protester contre la répression policière : sans résultat.

C'est parce que les étudiants se sont montrés déterminés à ne pas céder à la répression et sont redescendus dans la rue que Pompidou a dû reculer.

Au moment où 9 millions de travailleurs occupent leurs locaux, le parlement ne trouve même pas une majorité pour renverser le gouvernement actuel alors que ce sont les fondements même de la société qui sont remis en cause. L'état bourgeois a montré son vrai visage : d'une part, un parlement qui ne sert à rien ou presque, d'autre part, des flics qui

servent à « maintenir l'ordre ». Le parlement n'a servi que des tribunes pour dénoncer la répression policière et les manœuvres du pouvoir, c'est dans les usines, les facs, dans la rue qu'ont eu lieu les épreuves décisives forçant le pouvoir à reculer.

Ceux qui croient encore que l'on peut changer la société au travers de « batailles parlementaires » entretiennent de dangereuses illusions. Le référendum vient apporter, d'ailleurs, une nouvelle preuve de l'inutilité du parlement dont les pouvoirs sont de plus en plus réduits. Les véritables luttes pour le pouvoir des travailleurs se passent dans les usines, les facs, les campagnes, dans la rue.

Rapports actuels du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant

Personne n'ignore que les luttes qui continuent à se développer dans le pays prennent naissance essentiellement dans le milieu étudiant pour gagner — surtout par l'intermédiaire des jeunes travailleurs — l'ensemble de la population. Ces luttes ne visent pas seulement à obtenir des revendications professionnelles mais remettent en question l'université et la société bourgeoise, tant par leur objectif que par leur moyen d'action. C'est pour ces raisons que les étudiants étaient solidaires des travailleurs : ils savaient que les luttes de la classe ouvrière étaient indispensables pour renverser la société actuelle.

Spontanément, les travailleurs comprennent la portée des luttes étudiantes : ils occupèrent les usines avec une ampleur et une rapidité rarement égalée. Occuper les usines, cela veut dire autre chose que défilé dans la rue pour obtenir — ou souvent ne pas obtenir — des revendications professionnelles ou salariales.

Nous ne méprisons pas les revendications sala-

riaux comme certains le font croire : nous pensons seulement — et beaucoup avec nous — que l'ampleur du mouvement ouvre des perspectives beaucoup plus larges que de simples négociations.

Malheureusement, certaines centrales syndicales ne semblent pas avoir compris les perspectives des luttes ouvertes par les occupations d'usines et freinent le mouvement pour le maintenir dans un cadre simplement revendicatif. C'est oublier qu'occuper les usines montre qu'on a la volonté d'être maître sur son lieu de travail : que l'on se bat pour le pouvoir ouvrier et le pouvoir étudiant : bien sûr, ces deux luttes ne sont pas de même importance, c'est le pouvoir ouvrier qui est décisif, mais les objectifs sont les mêmes.

Devant le rapport de force, le gouvernement et le patronat sont prêts à faire une série de concessions : ils y sont obligés : mais ce qu'ils veulent garder surtout et à tout prix, c'est le pouvoir, pouvoir du gouvernement bourgeois qui — au travers du parle-

ment — dicte ses volontés au nom de l'intérêt national, pouvoir du patron dans l'usine, pouvoir de l'administration ou de certains professeurs dans les facultés.

Ce qu'il faut lui opposer dans les quartiers, les usines, les facultés, les campagnes dans la rue : c'est le pouvoir des travailleurs.

La Grève de masse

par Rosa LUXEMBURG

Ce n'est donc point par des spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utilité ou le danger de la grève en masse, c'est par l'étude des moments et des conditions sociales où la grève en masse surgit dans la phase actuelle de la lutte des classes; en d'autres termes, ce n'est point par l'appréciation subjective de la grève générale au point de vue de ce qui est désirable, mais c'est par l'*examen objectif* des origines de la grève en masse au point de vue de ce qui est historiquement nécessaire, que le problème peut seulement être envisagé et aussi discuté.

Dans l'azur de l'analyse logique abstraite, on peut prouver avec la même rigueur aussi bien l'absolue impossibilité et la défaite certaine de la grève en masse, que sa pleine possibilité et sa victoire assurée. Aussi la valeur de la démonstration est-elle dans les deux cas la même, je veux dire nulle. C'est aussi pourquoi la crainte manifestée devant la « propagande » pour la grève en masse, allant jusqu'à l'excommunication formelle des prétendus coupables de ce crime, n'est autre chose que le résultat d'un quiproquo risible. Il est tout aussi impossible de « propager » la révolution. « Révolution » et « grève générale » sont des idées qui ne sont elles-mêmes qu'une forme extérieure de la lutte des classes, n'ayant de sens et de contenu que par rapport à des situations politiques très déterminées.

Si quelqu'un s'avisait d'entreprendre de faire de la grève en masse comme forme de l'action prolétarienne, le sujet d'une agitation en règle, de colporter cette idée pour y gagner peu à peu la classe ouvrière, ce serait une occupation aussi oiseuse, mais d'ailleurs aussi vaine et insipide que si quelqu'un voulait faire de l'idée de la Révolution ou du combat sur les barricades, le sujet d'une agitation spéciale. Si la

grève en masse est devenue, à l'heure qu'il est, le centre du vif intérêt de la classe ouvrière allemande et internationale, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain d'un profond changement intérieur dans les rapports des classes et les conditions de la lutte des classes. Si la masse des prolétaires allemands — malgré la résistance obstinée de ses dirigeants de syndicats — s'applique avec un intérêt si ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vivace intelligence. Mais à cet intérêt, à cette noble soif intellectuelle, à cet élan des ouvriers vers l'action révolutionnaire on ne répondra pas en dissertant, par une gymnastique cérébrale abstraite, sur la possibilité ou l'impossibilité de la grève générale; on y répondra en leur expliquant la marche de la Révolution russe, son importance internationale, l'accentuation des oppositions de classes dans l'Europe occidentale, les nouvelles perspectives politiques de la lutte des classes en Allemagne, le rôle et les devoirs de la masse dans les luttes à venir. Sous cette forme seulement la discussion sur la grève en masse conduira à élargir l'horizon intellectuel du prolétariat, à aiguïser sa conscience de classe, à approfondir ses idées et à fortifier son énergie pour l'action.

Le capitalisme et le développement régional

Un exemple : la région Midi-Pyrénées.

Les chiffres qui suivent ne prétendent pas donner un bilan exact du niveau de développement ou de sous-développement de la région Midi-Pyrénées. Ils sont cités dans un but plus limité : illustrer de façon irréfutable les chiffres donnés sont extraits d'une publication officielle : INSEE Toulouse « Tableaux de l'économie Midi-Pyrénées », c'est dire qu'on ne peut les suspecter de donner volontairement un éclairage négatif à la situation !) la critique que nous faisons au capitalisme d'entraîner des disparités dans la croissance. Dans un prochain article, nous montrerons que ces disparités loin d'être le fruit du hasard dépendent profondément de la logique du système. Le bilan présenté ici, tend seulement à exposer ce phénomène.

EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE EN FRANCE ET DANS LA REGION

Indice : base 100 en 1861.

ANNÉES	RÉGION (A)	FRANCE ENTIERE (B)	TAUX RELATIF DE CROISSANCE
			(A) B
1861..	100	100	100
1881..	98	105	0,93
1901..	88	109	0,81
1921..	76	105	0,72
1936..	76	112	0,68
1946..	77	108	0,71
1954..	77	114	0,68
1962..	80	124	0,65

Ces chiffres ne laissent planer aucun doute sur le déclin de la population de la région par rapport à l'ensemble de la population française. Une analyse plus fouillée mettrait d'ailleurs en lumière que le redressement constaté depuis 1954 est en partie illusoire car il est dû à la présence de retraités.

QUELS SONT LES REVENUS ANNUELS DONT DISPOSENT CETTE POPULATION DECROISSANTE ?

	OUVRIERS			EMPLOYÉS		
Région. . . .	6 779	7 440	7 830	8 690	9 061	9 741
France entière. . . .	8 225	8 811	9 235	9 627	10 351	10 949
	OUVRIÈRES			EMPLOYÉES		
Région. . . .	4 583	4 713	4 336	6 132	6 715	6 901
France entière. . . .	5 394	5 670	5 970	7 306	7 922	8 309

Il s'agit là des salaires moyens nets de l'industrie et du commerce annuels. Le tableau suggère 3 remarques :

a) Les chiffres indiquent des moyennes. Une constatation s'impose : ces moyennes ne sont guère élevées, c'est donc qu'il y a une proportion de salaires très bas qui est importante; en effet, 34,9 % des salariés gagnent moins de 6 000 F par an en 1965 !

b) La discrimination des sexes fournit une main-d'œuvre à très bon marché particulièrement exploitée. Une salariée gagnait en moyenne, en 1965, 6 104 F !

c) Les disparités entre la région et la France entière ne se sont guère améliorées. Il y a même eu aggravation d'un point de vue global : le salaire moyen de la région Midi-Pyrénées qui représentait

83 % du salaire moyen français n'en représentait plus que 81 % en 1965.

QUELLE EST LA DUREE DU TRAVAIL ?

Durée hebdomadaire du travail des ouvriers en heure.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	1962	1964	1966
Industries de transformations. . . .	45,9	45,9	46,3
Transports.	46,3	46,3	46,4
Activités commerciales et libérales	45,0	45,7	45,5
Toutes activités.	45,9	46	46,3

Ces chiffres permettent de caractériser la région Midi-Pyrénées :

- Faible dynamisme démographique;
- Salaires peu élevés parmi lesquels une masse de petits salaires à un niveau intolérable;
- Durée du travail élevée.

Il faut noter que nous n'avons rien dit de la situation agricole qui fait de notre région une des plus défavorisées. Le bilan que nous avons esquissé montre de façon claire la nécessité de mettre en question l'aptitude du système à assurer le développement régional. Nous reviendrons sur cette question.

Les revendications quantitatives

Les étudiants ont insisté en permanence depuis le début de la crise politique sur leur détermination à ne pas se laisser enfermer dans des revendications quantitatives car celles-ci sont « récupérables par le système ». Ce point est souvent mal compris car peu expliqué. Il est aussi mal compris car certains entendent soigneusement le mettre à l'écart. Essayons d'analyser cette question dans le contexte des luttes sociales actuelles.

Les revendications quantitatives se développent actuellement selon trois modalités principales que nous examinerons successivement.

1° Le salaire minimum satisfaisant. Cette revendication frappe par son caractère de première nécessité et son principe est hors de question. Mais il faut aller plus loin et regarder sciemment qu'une telle revendication peut s'insérer dans le système capitaliste actuel.

Pour la région Midi-Pyrénées, près de 50 % des salariés gagnaient moins de 600 F par mois. Cela signifie que les accords sur de telles augmentations

ne pourront être réalisées dans la région sans entraîner la faillite d'une masse de petites entreprises (il faut se souvenir que 98 % des entreprises de la région ont moins de 50 employés). Loin de nous l'idée de verser des larmes de crocodiles sur une telle conséquence, mais le problème est le suivants : que vont devenir les salariés de ces entreprises ? Trois hypothèses se présentent si l'on veut bien ignorer ce qui paraît le plus probable à savoir le non-respect par les patrons de tout ou partie des accords :

- a) Le chômage;
- b) La concentration de type capitaliste;
- c) Une solution de type socialiste déterminée en fonction d'un plan de développement régional.

Il semble assez évident pour tout le monde aujourd'hui que les deux premières solutions les ouvriers n'en veulent plus. Ce sont pourtant elles qui sont les plus probables dans la région si le système capitaliste n'est pas remis en question.

2° et 3° Les deux autres modalités des revendications quantitatives sont assez proches l'une de l'autre pour pouvoir être examinées simultanément : il s'agit de l'élévation générale des salaires et de la réduction des horaires. Pour la région, les chiffres cités plus haut et concernant la durée effective du travail, indiquent clairement que la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures représenteraient une réduction de 11 % et une hausse réelle du salaire horaire de même ordre. La nécessité de ces deux revendications étant en elles-mêmes assez évidentes, nous envisagerons seulement un de leurs aspects : mettent-elles en question le système capitaliste et de quelles manières pourrait-il en être ainsi ? Tout pronostic sur le résultat des luttes engagées serait d'abord indécent et ensuite hasardeux mais, il est par contre possible de cerner le problème.

Les gains de productivité depuis dix ans sont en France de l'ordre de 5 % par an et des augmentations substantielles pourraient être obtenues si l'aiguillon de la nécessité venait réveiller l'imagination endormie des patrons. La réduction du temps de travail, nécessité sociale de premier ordre, serait l'occasion d'utiliser les fameuses réserves de productivité, serpent de mer des économistes (Bien sûr, quand nous parlons de gain de productivité, nous faisons allusion à la rationalisation et à la modernisation du processus de production, nous n'envisa-

geons pas les accélérations de cadence. La question nécessitera un examen sévère). Ainsi, si la réduction s'opère graduellement, avec (a) ménagements, gageons que le système capitaliste pourrait bien tenir le coup ; l'importance de l'étalement de la mise en application des réductions d'horaire est, en effet, capitale : une réduction de 11 % étalée est équivalente à une réduction, *en moyenne*, sur un an de 7 à 8 %, ce qui, finalement, peut être compensé assez facilement par des gains de productivité.

Or, les accords du 27 mai sont loin de prévoir des réductions de durée du travail aussi considérables : 2 h pour les travailleurs pour lesquels la durée du travail est de 48 heures, soit 4 % ; 1 heure pour les durées comprises entre 45 h et 48 h, soit 2 %. De plus, ces réductions sont réparties sur *trois ans*, ce qui rendra leurs effets très peu sensibles. Soyons clairs, dans une économie développée, comme la nôtre, il n'est certes pas possible *sans réformes profondes des structures* d'augmenter considérablement les salaires et de réduire simultanément de façon importante la durée du travail, mais justement il n'est pas évident que les travailleurs ne souhaitent pas ces profondes réformes de structures !

Pour en rester aux faits, constatons que les réductions de la durée de travail ont été assez limitées et n'obligeront certainement pas à des révisions déshonorantes.

L'élévation générale du niveau de salaires pose moins de problèmes, ses effets depuis le précédent de 1936 étant mieux connus. De la même manière qu'en ce qui concerne la réduction du temps de travail, l'étalement des hausses entraînera une hausse moyenne effective sensiblement plus faible qu'attendue : 10 % répartis entre le 1^{er} janvier 1968 et le 31 décembre 1968 cela équivaut à une hausse moyenne pour l'année qui se situera vraisemblablement autour de 8 %. (Quand on sait qu'il s'agit là d'une hausse nominale et que les hausses nominales se situent depuis plusieurs années autour de 6 % par an, il est assez légitime de se demander si le spectre d'une terrible inflation qui menacerait n'est pas agitée uniquement pour les besoins d'une cause évidente !)

Le problème du grignotage par l'inflation des hausses de salaires est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ; il faut simplement remarquer que les accords du 27 mai ne le mentionne pas ;

en effet, les revendications de la C.F.D.T. quant aux salaires « réels » (c'est-à-dire exprimés en pouvoir d'achat) pas plus que celles de la C.G.T. quant à l'échelle mobile n'ont reçu de satisfactions et le rendez-vous de mars 1969 ne prévoit aucun réajustement automatique en fonction de l'évolution des prix.

Ainsi, il est clair que ces revendications quantitatives qui sont une nécessité pour les travailleurs ne recevront un contenu réel qu'assorties de modifications profondes privant le système des moyens de les neutraliser, au niveau quantitatif lui-même, car le problème de l'orientation de l'économie reste posé, ainsi que celui du gaspillage capitaliste. De plus, l'application des dispositions du 27 mai dans la région devrait poser le problème de la succession du capitalisme féodal qui y survit : néo-capitalisme ou socialisme ?

Camarades, que voulez-vous ?

Pendant quelques jours, la polémique engagée par « l'Humanité » contre le mouvement dans l'université et ses dirigeants s'est arrêtée. On avait cru que cette interruption signifiait que la direction du P.C.F. avait saisi la portée et l'importance du mouvement déclenché par les étudiants. La manifestation commune du 13 mai a marqué la convergence des luttes étudiantes et ouvrières. C'est au moment où le mouvement s'étend à tout le pays, au moment où étudiants et travailleurs occupent leurs lieux de travail que ses attaques reprennent de la façon la plus vive.

Pourquoi le numéro de « l'Humanité » du 18 mai accorde-t-il un éditorial et une telle place à la polémique contre les dirigeants du mouvement étudiant ? Pourquoi fait-il écho à la campagne de la bourgeoisie pour enliser le mouvement étudiant dans la question des examens ? Pourquoi la table ronde ouvriers-étudiants de « l'Humanité » est-elle organisée avec les seuls représentants d'une organisation, l'U.E.C., qui a été totalement absente, sinon hostile au cours de la semaine de luttes du mouvement étudiant ?

Nous refusons, pour notre part, d'entrer dans la polémique à ce niveau. Le mouvement étudiant n'entend pas imposer sa direction à la classe ouvrière. Il n'a pas l'intention de lui donner des

leçons. La classe ouvrière se donne et se donnera elle-même les chefs qui justifieront sa confiance.

En revanche, sur l'orientation du mouvement qui, aujourd'hui, ébranle les fondements du régime bourgeois, il existe entre le mouvement étudiant et les organisations ouvrières un débat qu'il n'est pas possible d'éviter. Les polémiques ne font que masquer ce débat.

Si nous pensons avec le bureau politique du P.C.F. que « le pouvoir actuel est contesté par un nombre sans cesse croissant de français victimes de sa politique » et que « les conditions mûrissent rapidement pour en finir avec ce pouvoir », nous ne pensons pas que « l'union des forces de gauche, notamment de la F.G.D.S. et du P.C.F., a contribué pour une bonne part à cette évolution ». Au contraire, ce qui a donné au mouvement de mai sa puissance, c'est précisément qu'il s'est situé en dehors du champ des négociations d'état-major en vue des échéances électorales. En quelques heures de manifestations, l'unité à la base s'est développée plus rapidement qu'en plusieurs années de laborieuses négociations au sommet. La prise de conscience de la nature réelle du régime bourgeois a été plus profonde en une semaine qu'en plusieurs années de luttes électorales.

Nous pensons qu'il n'est pas à la mesure du mouvement de masse engagé en ce moment de proposer comme seuls objectifs « l'augmentation des salaires, l'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité Sociale, la garantie du plein emploi, la réduction du temps de travail et l'extension des libertés syndicales », comme l'a déclaré le camarade Waldeck-Rochet au micro de France-Inter. Quelle que soit l'importance de ces revendications, elles ne sont que des mots creux si leur condition fondamentale n'est pas mise à jour : le renversement du régime politique. Dans ces conditions, il est insuffisant de souligner l'urgence « d'aboutir à un accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche et les organisations syndicales, programme tenant lieu de contrat de majorité ».

Le but des luttes ouvrières et étudiantes de mai 68 est-il de renforcer la puissance de négociation du P.C.F. à l'égard de la fédération de la gauche ? Est-il de porter au pouvoir les politiciens bourgeois qui dirigent cette fédération qui se prétend socialiste ? La classe ouvrière n'a pas oublié que ces politiciens ont, pendant plus de dix ans dirigé la répression et

que l'un d'entre eux, Jules Moch, a créé les compagnies républicaines de sécurité, les C.R.S.

Les étudiants ne sont pas des provocateurs. Il est risible de parler de provocation chaque fois qu'apparaît un étudiant. Le mouvement étudiant a prouvé qu'il était capable de faire face, avec responsabilité, aux provocations policières.

Les étudiants ne veulent pas donner de leçons à la classe ouvrière. Mais ils ne peuvent pas permettre que le débat sur les objectifs fondamentaux du mouvement contre le pouvoir soit escamoté. Ils ne prétendent pas diriger ce mouvement, mais ils en sont partie prenante. Ils ont payé très cher le droit d'y être associés en tant que partenaires autonomes. Il est légitime qu'ils posent aux organisations ouvrières la question : où voulez-vous diriger le mouvement révolutionnaire de contestation du régime bourgeois ?

Nous ne voulons pas de cordon sanitaire autour des facultés; nous ne voulons pas retomber dans les méandres du jeu parlementaire là où le mouvement est toujours battu; nous voulons qu'il se développe sur le terrain où il peut vaincre : la lutte de masse. (Article tiré de «Action», journal de l'U.N.E.F., du S.N.E.S. S.U.P. et du Mouvement du 22 Mars, édité à Paris.

Les formes nouvelles de contrôle

Comment des gens qui ont subi une domination efficace et réussie peuvent-ils créer par eux-mêmes les conditions de la liberté ?

Plus l'administration de la société répressive devient rationnelle, productive, technique et totale, plus les individus ont du mal à imaginer les moyens qui leur permettraient de briser leur servitude et d'obtenir leur liberté. Bien sûr, imposer la Raison à toute une société est une idée paradoxale et scandaleuse, mais on pourrait contester les vertus d'une société qui tourne cette idée en ridicule tandis qu'elle exerce sur sa population une administration totale. Toute libération implique qu'on prend conscience de la servitude, et cette prise de conscience est gênée par des satisfactions et des besoins prépondérants que l'individu, pour une grande part a fait siens. L'histoire a toujours remplacé un système de conditionnement par un autre; le seul objectif valable c'est de remplacer les

faux besoins par des vrais, c'est d'abandonner la satisfaction répressive.

La caractéristique de la société industrielle avancée est la façon dont elle étouffe ces besoins qui demandent libération — y compris le besoin de se libérer de ce qui est supportable, avantageux et confortable — et en même temps elle soutient et justifie la puissance de destruction et la fonction répressive de la société d'abondance. Les contrôles sociaux y font naître le besoin irrésistible de produire et de consommer le superflu, le besoin d'un travail abrutissant qui n'est plus vraiment nécessaire, le besoin de formes de loisirs qui flattent et prolongent cet abrutissement, le besoin de maintenir des libertés décevantes telle que la liberté de concurrence de prix préalablement arrangés, la liberté d'une presse qui se censure elle-même, la liberté enfin de choisir entre des marques et des gadgets.

Réglémentée par un ensemble répressif, la liberté peut devenir un instrument de domination puissant. La liberté humaine ne se mesure pas selon le choix qui est offert à l'individu, le seul facteur décisif pour la déterminer c'est ce que peut choisir et ce que choisit l'individu. Le critère d'un choix libre ne peut jamais être absolu mais il n'est pas non plus tout à fait relatif. Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves. Choisir librement parmi une grande variété de marchandises et de services, ce n'est pas être libre si pour cela des contrôles sociaux doivent peser sur une vie de labeur et d'angoisse si pour cela on doit être aliéné. Et si l'individu renouvelle spontanément des besoins imposés, cela ne veut pas dire qu'il soit autonome, cela prouve seulement que les contrôles sont efficaces.

A force d'insister sur la portée et l'efficacité des contrôles sociaux, on pourrait nous objecter que nous donnons trop d'importance à l'endoctrinement dans les communications de masse et que les besoins qui sont actuellement imposés aux gens leur seraient venus spontanément ainsi que le désir de les satisfaire. L'objection n'est pas valable. Le conditionnement ne commence pas juste au moment où on produit des radios et des télévisions en masse et où leur contrôle est centralisé. Quand les gens entrent dans cette phase ils sont depuis longtemps conditionnés. Ce qui est maintenant décisif, c'est que le contraste (ou le conflit) entre le donné et le pos-

sible, entre les besoins satisfaits et les besoins non satisfaits s'atténue. Ce que l'on appelle l'égalisation des classes révèle ici sa fonction idéologique. Si l'ouvrier et son patron regardent le même programme de télévision, si la secrétaire s'habille aussi bien que la fille de son employeur, s'ils lisent tous le même journal, cette assimilation n'indique pas la disparition des classes. Elle indique, au contraire, à quel point les classes dominées participent aux besoins et aux satisfactions qui garantissent le maintien des classes dirigeantes.

Dans les secteurs les plus avancés de la société contemporaine, le fait que les besoins sociaux sont devenus des besoins individuels est si tangible, que les différences entre eux semblent être purement théoriques. Peut-on réellement dissocier les fonctions des communications de masse qui servent à informer et à divertir et en même temps à conditionner et à endoctriner ? Peut-on établir une différence entre l'agrément et les inconvénients de l'automobile, entre les horreurs de l'architecture fonctionnelle et son confort, entre le travail pour la

défense nationale et le travail au profit des trusts, entre le plaisir privé et l'intérêt commercial et politique qui découlent de l'accroissement de la natalité ?

Nous nous retrouvons devant l'un des plus fâcheux aspects de la société industrielle avancée : le caractère rationnel de son irrationalité. Cette civilisation produit, elle est efficace, elle est capable d'accroître et de généraliser le confort, de faire du superflu un besoin, de rendre la destruction constructive ; dans la mesure où elle transforme le monde-objet en une dimension du corps et de l'esprit humain, la notion même d'aliénation est problématique. Les gens se reconnaissent dans leurs marchandises, ils trouvent leur âme dans leur automobile, leur chaîne de haute fidélité, leur équipement de cuisine. Le mécanisme même qui relie l'individu à la société a changé et le contrôle social est au cœur des besoins nouveaux qu'il a fait naître.

Herbert MARCUSE,

In l'homme unidimensionnel, pp. 32-34.

Revendications présentées à la Municipalité le Vendredi 24 Mai

Les étudiants, ouvriers, paysans, demandent à la Municipalité

- son accord pour l'Université Critique autonome de Toulouse ;
- sa solidarité avec les ouvriers en lutte ;
- sa solidarité avec les étudiants bâtisseurs de l'Université Critique ;
- une protestation de sa part contre la provocation gouvernementale consistant à empêcher le retour en France de D. Cohn-Bendit, et contre toute intervention policière et répressive ;
- son engagement de recevoir à tout moment toute délégation étudiante, ouvrière et paysanne ;
- son aide aux grévistes et son engagement de libérer Raymond Encinas arrêté le vendredi 24 mai à un piquet de grève.

Université Critique.

Mouvement du 25 avril

Une opinion sur les Conseils Ouvriers

I. DU RATTACHEMENT AUX VIEILLES STRUCTURES

L'impossibilité pour les éléments conscients de la classe ouvrière (étudiants inclus) de formuler un projet révolutionnaire cohérent nous permet d'assister actuellement à la stagnation, au recul, de ces éléments devant les événements sur lesquels ils voudraient faire peser le faible poids de leur propre misère. On ne ramasse que des miettes lorsqu'on agit en homme d'appareil. La peur de perdre une influence, de voir un vaste mouvement dépasser de maigres prévisions, enlève aux hommes d'appareils toute capacité de compréhension et les fige définitivement. Ça n'est pas avec des cadavres ou des malades qu'on édifie un monde nouveau. Leur pouvoir imaginaire est nul, inexistant. Seules les forces de la vie possèdent cet indispensable pouvoir imaginaire et savent que cette vie, pour être totalement vécue, doit être radicalement transformée. La transformation radicale de notre vie passe par la mise en place, lors du mouvement révolutionnaire, des conseils ouvriers.

Ils sont le Nouveau Monde. A partir d'eux le vieux monde a cessé d'exister... Mais il ne s'agit pas tellement, pour pouvoir se déclarer révolutionnaire, de théoriser. Encore faut-il qu'une pratique aussi cohérente que la théorie la rejoigne, et se fonde en elle. Il n'y a plus de séparation (donc plus de pouvoir) lorsque la théorie et la pratique ont disparu. Dans cet instant même, la lutte est engagée.

II. LA REALISATION PRATIQUE DES CONSEILS

1. Sur le plan économique.

L'abolition du profit (donc de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par l'homme, des idéologies, des pouvoirs séparés) est la condition *sine qua non* de leur instauration. Il n'est plus question d'autogestion. On ne gère pas son existence, on la transforme.

Au niveau de l'unité de base économique, les hommes participent tous, sans exception, aux décisions et à leurs applications. Il n'y a plus d'administration sur les hommes, mais administration des choses. Le pouvoir n'est plus séparé, il appartient à tous : il a disparu. Le travail devient un accessoire de la vie, alors qu'il est actuellement la dominante de notre survie. La société conseilliste se donne pour but de satisfaire tous les besoins, alors que la société capitaliste a pour tâche de produire inlassablement de la plus-value.

2. Sur le plan social.

L'organisation se fait au niveau de l'ensemble d'habitations, de la rue, du quartier, de la commune pour tout ce qui concerne les services publics et toutes les activités autres que productives : La répartition de la production, par exemple.

3. Sur le plan de la défense.

La défense deviendra inutile lorsque les derniers réactionnaires auront été mis hors d'état de nuire. La réalisation des Conseils se fera à l'échelle du monde ou ne se fera pas : la Révolution est internationaliste ou n'est pas.

Les conseils ouvriers et paysans au fur et à mesure de leur instauration auront à se défendre contre les attaques des tenants du monde actuel. Ils constitueront des conseils de Défense parallèlement à leurs activités économiques, sociales et autres.

Avertissement

Voici le second numéro de « 25 avril ». Un certain nombre de précisions sont nécessaires pour situer le rôle et la place de ce journal tels qu'ils sont conçus actuellement (il est clair qu'ils peuvent être redéfinis ou modifiés).

1° Le journal s'intitule « 25 avril » car il entend avoir une place à l'intérieur du mouvement du 25 avril, par contre, il n'est pas question pour lui de prétendre à une quelconque légitimité. Les militants qui ont quelque chose à dire peuvent le faire. Leurs articles les engagent, eux, mais pas le mouvement, ou tout au moins pas plus qu'une intervention dans une assemblée du mouvement. Nous refusons d'être le « journal officiel » du mouvement car nous refusons l'instauration de tout type de censure ou de répression qui en serait le corollaire inévitable.

2° Des citations ont été faites dans le numéro précédent et se trouvent également dans celui-ci. Les auteurs sont nommés pour permettre aux lecteurs qui souhaiteraient poursuivre leur réflexion en compagnie des auteurs de le faire. Mais il n'est pas question pour nous de s'abriter derrière je ne sais quelle autorité intellectuelle ou autre. Les textes cités sont reproduits pour leur contenu, non pour la notoriété de leur auteur. Aussi nous renvoyons ceux qui attaqueraient les textes pour d'autres raisons que leur contenu. Quand nous citons un texte de Marcuse, nous nous fichons qu'il soit « un dangereux révisionniste » ou « un philosophe allemand émigré aux Etats-Unis » mais nous nous intéressons à ce qu'il dit de la société actuelle.

3° Le journal a été jusqu'à maintenant l'affaire « d'une poignée d'irresponsables » ; il est urgent que les militants du « 25 avril », étudiants et ouvriers, acceptent d'y participer. La permanence de la salle de Sociologie à la Faculté de Lettres (1^{er} étage) est prête à recueillir tout document pour le journal.

Le n° 3 de « 25 avril » contiendra notamment :

- Un essai critique sur la solidarité étudiants-ouvriers à Toulouse.
- Une suite sur l'économie de la région.
- Une interview inconnue en France de Rudi Dutschke sur les événements de Tchécoslovaquie.
- Les perspectives des comités d'action.
- Qu'est-ce que l'état de siège ?
- La comparaison 1968-1936 a-t-elle un sens ?